

# LES CAUSES DE LA GUERRE 1914-18

## INTRODUCTION

En ce tout début d'août 1914, dans la Beauce la moisson continue. Dans une ferme, une famille est au travail : il y a le père, la mère, les trois filles adolescentes et deux valets de ferme. Quand vers le milieu de l'après-midi, le tocsin retentit, on s'arrête de travailler.

Ça y est, c'est la mobilisation, la France se prépare à entrer en guerre.

- « Bon il faut y aller » dit le premier valet.

- « *La récolte, la continuera qui peut* » ajoute le second.

*Et les deux partent vers le centre de mobilisation, laissant seul le père trop âgé.*

C'est ainsi que sont partis des millions de combattant dans toute l'Europe. Ils ont répondu à la mobilisation, avec cette calme détermination de l'homme qui sait depuis des années que cela pouvait arriver. Il faudrait faire son devoir. D'ailleurs, chacun est persuadé de la justesse de la cause défendu par sa nation.

Je voudrai, aujourd'hui hui, réfléchir avec vous sur les origines de ce conflit. Nous comprendrons ainsi comment un ensemble de réflexions, de slogans, de faits, ont peu à peu amené nombres de pays européens à considérer la guerre comme un événement inévitable, nécessaire, voire positif.

Il restera ensuite à rappeler comment des événements locaux et fortuits ont enclenché la marche à la guerre.

Il y aura trois moments dans cette conférence. Nous évoquerons d'abord les causes profondes de ce conflit. Celles qui ont contribué à ancrée dans les mentalités européennes l'idée de la guerre inévitable. Nous développerons ensuite la question des Balkans, à la fois cause profonde mais aussi immédiate. Enfin, nous décrirons les différentes causes immédiates et leurs enchainements.

## I. LES CAUSES PROFONDES

A la base des causes profondes, nous trouvons le nationalisme des uns et des autres.

On peut le définir comme un patriotisme inquiet, maladif, pessimiste sur l'avenir de sa nation. Un nationaliste est enclin à trouver chez ses voisins, non pas des collaborateurs possibles ou des partenaires éventuels, mais bien des adversaires, des ennemis, en tout cas des dangers pour sa nation. Cette attitude se décline en plusieurs comportements que nous allons détailler comme autant de causes profondes.

Auparavant, il nous faut revenir sur les origines de ce nationalisme, lui-même engendré par le patriotisme.

### A. Le concept « d'État-nation »



Pendant des siècles, plus de 1 500 ans en Europe, de l'Atlantique à l'Oural, les mentalités ont été imprégnées par la pensée chrétienne.

Les européens ont vécu dans des territoires dont les frontières, quoique aléatoires, étaient acceptées par la majorité des habitants comme résultant de la volonté divine. En effet, sauf exceptions, la conception de l'État était celle du droit divin.

Cela signifiait que chaque femme, chaque homme croyant, chrétiens, acceptait le fait que l'empereur, le roi, le prince, parfois un ecclésiastique, comme le pape à Rome, gouvernait le territoire au nom de Dieu. On devait donc respect et obéissance au dirigeant. On pouvait développer un lien sentimental avec la lignée des dirigeants du pays. Mais au bout du compte, cela n'avait pour but que de guider les uns et les autres vers le salut dans l'au-delà.

Avec la révolution démocratique des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, en Europe tout change. Que l'on supprime ou que l'on garde la dynastie régnante, le principe du droit divin disparaît. Le chef de l'État, élu ou héritier légitime n'est plus le représentant de Dieu mais du Peuple.

Il devient le symbole de l'unité nationale. Il faut trouver une autre façon de souder les habitants de l'État. Il faut donc développer des liens laïcs. Ainsi, se met en place le concept « d'État-Nation ».

Désormais, l'Europe puis le monde seront répartis en différents espaces correspondants aux différentes nations. On aboutit au sentiment national c'est-à-dire au fait d'appartenir à telle ou telle nation, d'en être fier, de vouloir y rester. Ainsi, est suscité le lien de cohésion.

Se pose alors la question de fond : qu'est-ce qui fait une nation ?

Deux réponses sont proposées et appliquées.

Pour la vision française (confère Ernest Renan), cela repose sur la volonté de l'individu de vivre dans telle nation, d'en accepter l'Histoire, d'avoir la volonté de continuer à faire ensemble de grandes « choses ». Et ce n'est pas grave si tel ou tel groupe dans la nation ne maîtrise pas encore complètement des éléments aussi marquants que la langue ou la religion. Les alsaciens ou les lorrains du nord sont français parce qu'ils le veulent. La vision allemande est tout autre (confère

Fichte) ce n'est pas l'individu qui choisit mais c'est l'Histoire qui a choisi pour lui, comme il n'a pas choisi ses ancêtres. Le chancelier Bismarck a réalisé l'unité allemande « par le fer et par le sang » : « Ein folk, ein reich ». Dans cette optique, les alsaciens et lorrains alémaniques ne peuvent être qu'allemands.

Le contour ou le tracé des frontières découlera donc de la volonté populaire ou de la réalité historique selon le point de vue.

Là commence, alors, les vraies difficultés. En effet, l'espace européen n'est pas vierge de tout vécu. Il existe déjà des frontières issues du vieux système précédemment décrit. Chaque modification par l'une ou l'autre vision met en cause la situation présente. Ainsi l'Allemagne en 1914 considère comme inacceptable l'idée du départ des alsaciens -lorrains, fut-ce après référendum.

Quant à l'Italie, quoique alliée à l'Autriche en 1914, elle revendique toujours les territoires autrichiens comme étant naturellement italiens (le terre irredente). En France, où l'on défend l'accord démocratique du Peuple, on ne reste pas inactif. En 1914, a fortiori en 1870, nombres de provinces françaises ne parlent pas majoritairement français. C'est pourquoi, on développe une politique volontariste. Dans les écoles de Jules Ferry et dans les casernes, on y bannit sévèrement les dialectes et les langues régionales. C'est qu'on ne peut attendre que tout le monde se sentent français. Il faut pousser à la roue. Ainsi, pour que le sentiment français se diffuse, on éduque, on encadre, on montre les avantages d'être intégrés dans l'espace français. Ce faisant, du patriotisme serein, on verse vers le nationalisme et même hélas l'ultra nationalisme. Pour ceux-ci, les ennemis de la nation française ne sont pas seulement à l'extérieur mais aussi à l'intérieur. Il faut se rappeler de l'affaire Dreyfus ou du lynchage des immigrants piémontais dans la ville de Nice, après l'assassinat du président Carnot par un anarchiste italien en 1894.

Comment donc développer ce sentiment national, ce patriotisme et cet attachement au régime, aux institutions, à l'Histoire décrétée commune ?

D'abord en écrivant et en enseignant l'Histoire commune, par exemple le tour de France des deux enfants alsaciens. Et l'on hésite pas pour ce faire, à réécrire quelques faits historiques essentiels et fondateurs. Citons les figures de Vercingétorix, de Charlemagne, de Jeanne d'Arc et même de Napoléon I.

## **B. Le nationalisme économique**

Le développement économique moderne porté par la révolution industrielle et mécanicienne participe de ce mouvement et de cet effort.

Ce développement nécessite la mise en place d'un réseau de communication national, exemple : le réseau ferroviaire et routier. Cela contribue à renforcer le sentiment d'appartenance en réduisant les distances et en mutualisant les investissements. Le notaire François Arnaud, il y a un siècle, affirmait clairement que sans l'aide de la nation, la vallée de l'Ubaye n'aurait jamais pu se doter de son réseau routier.

De même, les différents producteurs, en vendant leurs produits dans l'espace français, prennent conscience de cette réalité. (exemple les vignerons languedociens qui vendent maintenant leurs produits à Paris).

De plus, on ne s'arrête pas aux frontières. Il faut exporter pour maintenir ou développer l'économie nationale. Il faut donc, là-aussi, être bon, meilleur que les pays voisins. Quand un pays comme l'Allemagne devient première puissance mondiale grâce à sa recherche, à ses produits et à la qualité de ses commis voyageurs, comment ses concurrents-voisins vont-ils réagir ?

De nombreux patrons anglais commencent à avoir peur des allemands. On murmure même qu'une courte guerre victorieuse serait la bienvenue. Il y a donc en 1914 une forte opposition de grands intérêts économiques et financiers. Nous avons cité le cas anglo-allemand. Ajoutons-y le cas franco-russe avec les emprunts du même nom.

Les épargnants français deviennent les soutiens ardents d'une alliance franco-russe.

### C. Le nationalisme colonial



Ce nationalisme économique et financier est renforcé par les conquêtes coloniales. En 1914, on est intimement convaincu que chaque colonie augmente l'idée que l'on se fait de la puissance de sa patrie. C'est à la fois un plus politique, mais aussi et surtout, un gros avantage économique et financier. C'est du moins ce que pense la large majorité des français. Chaque colonie est perçue comme un espace protégé où l'on peut exporter, investir et où l'on peut se fournir à coût raisonnable en matière première et en énergie.

Les conquêtes coloniales ont toujours débouchées sur de vifs affrontements entre grandes puissances. Ces affrontements ont fortement mobilisé les opinions publiques. Citons Fachoda en

1898 entre la France et la Grande-Bretagne ou les crises marocaines de 1905 et 1911 entre la France et l'Allemagne. C'est aussi la raison pour laquelle nous voyons l'Italie se rapprocher de l'Allemagne et de l'Autriche, quand la France installe son protectorat en Tunisie (1881 : triple alliance).

Toutes ces crises sont éminemment dangereuses, car elle exacerbent le sentiment national et pousse donc à une surenchère, souvent démagogique.

On réagit comme si il était naturel que les pays européens se partagent le monde et y étendent la religion chrétienne. A l'époque, on est intimement persuader de la supériorité de notre civilisation.

On explique même que nous avons le devoir de la répandre aux quatre coins de la planète.

Se reporter à Kipling et son poème : le fardeau de l'homme blanc.

*O Blanc, reprends ton lourd fardeau :  
Envoie au loin ta génération choisie,  
Jette tes fils dans l'exil  
Pour servir les besoins de tes captifs,  
Pour, bien harnachés, veiller  
Sur les peuples sauvages, errants,  
Tes peuples récemment conquis,  
Mi-diables, mi-enfants.*

Cela légitime évidemment le mouvement colonial.

- **Les politiques militaires**

C'est dans ce contexte que se met en place une autre cause profonde : le développement de la puissance militaire.

Ce développement répond à plusieurs objectifs.

Premièrement, rassurer l'opinion publique, lui montrer que le gouvernement fait bien son travail pour protéger la nation.

Deuxièmement, c'est un moyen efficace de renforcer le développement de la recherche et de la production industrielle, puisque les armées se dotent des techniques les plus récentes. La main d'œuvre en est grandement favorisée, le chômage baisse, des régions se développent. Par ailleurs, et ce n'est pas négligeable, cela augmente la fortune d'industriels privés, comme Scheider en France et Krupp en Allemagne. On voit se dessiner une union sacrée. Tout le monde y trouve son compte.

Cependant, le patriotisme prend un fort accent militaire. En France, c'est le cas pour la gauche républicaine, pourtant très réservée vis-à-vis de la majorité des officiers qui eux sont souvent encore monarchistes pour la plupart ou en tout cas conservateurs.

C'est l'époque où les défilés militaires font fureurs. La mémoire nationale a même conservé une chanson de cette époque : *le Chant de Paulus*

*Gais et contents, nous allions triomphants  
En revenant de Longchamp, le cœur à l'aise,*

*Sans hésiter, nous venions d'acclamer,  
De voir et de complimenter l'armée française.*

## **E. Le jeu des alliances**

C'est donc logiquement que se met en place une autre cause profonde : le système des alliances.

Si toutes les raisons que nous venons d'évoquer inclinent à penser que tel ou tel voisins est un danger pour le pays, pour la patrie, pour la nation, alors il faut se prémunir au niveau politique.

Il faut mettre en place des barrages, des protections. Qui de plus sécurisant que les alliances offensives et défensives. Cela signifie que l'allié se portera à votre secours quoiqu'il arrive. Que l'on soit agressé ou agresseur. C'est bien connu, l'attaque est parfois la meilleur défense. Nous voici prisonnier de l'automaticité des alliances, mais nous y reviendrons plus tard .

Rappelons d'abord comment s'est constitué ce double système croisé d'alliance en Europe, entre 1878 et 1912. Cela commence par les deux empires centraux : Allemagne et Autriche-Hongrie, dirigé par deux gouvernements germaniques. C'est la duplice (1878), alliance offensive et défensive des deux empires mitoyens. Il contrôle une partie de l'Europe centrale, peuplée de nations slaves, naturellement tournée vers la Russie, à l'exception notoire de la Pologne. En 1881-1882, l'Italie, ulcérée par le protectorat français en Tunisie, s'allie à l'Allemagne donc à l'Autriche et constitue la triple alliance. C'est l'œuvre du vieux chancelier Bismark. Cependant, le lourd contentieux territorial italo-autrichien explique que cette alliance ne soit que défensive. Nous y reviendrons par la suite. Il n'empêche que cette triple alliance, renouvelée plusieurs fois, est extrêmement puissante et préoccupante pour la France, d'autant que l'empire turc s'en rapproche.

Face à ce danger, la France réagit par la triple entente.

Cela commence en 1893, par une alliance offensive-défensive avec l'empire russe du tsar Alexandre III. Le départ du chancelier Bismark et la fin de sa politique inquiète suffisamment les russes pour les inciter à répondre aux avances françaises. Quant à la grande Bretagne, passer l'orage de Fachoda, elle accepte de régler également le conflit latent avec la Russie en Afghanistan (1907). Dès 1904, une entente cordiale est affichée entre la France et la Grande-Bretagne. Ainsi, en 1907, on peut parler d'une réelle triple entente. C'est moins formel, moins solide que la triple alliance, mais pour la France ce sont deux succès diplomatiques précieux. Ajoutons l'accord secret franco-italien sur la neutralité de l'Italie en cas d'agression allemande. Toutefois, la neutralité anglaise en cas de conflits continentale est encore envisageable. On verra cet aspect dans notre troisième partie.

C'est pourquoi, en 1914, de profondes oppositions dressent face à face les grandes puissances européennes. Chacune à de bonnes raisons de se méfier des autres. Pour se prémunir d'une attaque éventuelle, se sont installés deux systèmes d'alliances croisées. Ces accords sont dissuasifs et protecteurs sauf si l'une ou l'autre de ces puissances décide de passer en force. A ce moment-là, la diplomatie perdrait le contrôle de la situation au profit de la logique militaire.

## **• Le PROBLEME DES BALKANS**

Nous abordons ici la dernière et non la moindre des causes profondes de la guerre. Nous y retrouvons mêlées des raisons nationalistes et des raisons géopolitiques.

## A. Présentation des Balkans

### Carte des nations



Avant tout, définissons ce que sont les Balkans et comment se pose la question des Balkans. Sur le plan géographique, on appelle Balkans cette région du sud de l'Europe centrale qui débouche sur la mer Adriatique et la mer noire. Les peuples qui habitent cette région sont majoritairement des slaves, à l'exception des Grecs et des Hongrois. L'ensemble des slaves du sud se nomment les Yougoslaves. Il s'agit des Bulgares, des Macédoniens, des Serbes, des Albanais, des Monténégrins, des Bosno-Herzégoviens, des Croates et des Slovènes. Il convient d'y ajouter, plus au nord, les Roumains. Si la plupart sont orthodoxes, ce n'est pas le cas des Slovènes et des Croates qui sont catholiques. L'alphabet, lui aussi, est différent: alphabet latin pour les catholiques et cyrillique russe pour les Orthodoxes, à l'exception des Grecs, bien sûr. Enfin, dans de nombreuses régions se trouve une forte minorité de populations islamisées, héritage de la présence turque depuis le XVI siècle.

## B. Définition du problème des Balkans



C'est dans le recul de la puissance turque que se trouve l'origine de ce problème des Balkans. Tout au long du XIX siècle, la puissance turque décline et doit donc accorder l'autonomie, puis l'indépendance à tous ces peuples. Cela a commencé avec la Grèce en 1821-1829.

Au fur et à mesure que recule la puissance turque, la puissance austro-hongroise avance ses pions. Mais cela dresse contre elle la puissance russe soutien indéfectible des slaves en général et des serbes en particulier. La question des Balkans a donc son origine dans la volonté des

gouvernements autrichien et russe, de remplacer la puissance turque. Pour ce faire, la puissance russe se contente de soutenir les slaves, alors que le gouvernement autrichien mène une politique d'annexions territoriales. D'abord les slovènes puis les croates et en 1909, la Bosnie-Herzégovine. Cette dernière annexion braque complètement le royaume serbe, pivot de la politique slave pro-russe, dans cette région. En effet, ce peuple est en partie présent en Bosnie-Herzégovine, donc dans l'empire austro-hongrois. Ces serbes bosniaques revendiquent leur rattachement au royaume de Serbie, ce que ne peuvent envisager les autrichiens sous aucun prétexte.

En effet, l'empire austro-hongrois est un état multinational, composé d'une dizaine de nationalités. Laisser partir un de ces peuples, c'est la porte ouverte à une dislocation possible de tout l'Empire. Prenons l'exemple de deux de ces nationalités : les italiens et les polonais.

La minorité italienne de l'empire autrichien veut rejoindre l'unité italienne. Tandis que les polonais de ce même empire veulent eux reconstituer une Pologne libre et indépendante. Le peuple polonais présentement, est partagé entre les puissances allemande, autrichienne et russe. Les Slovènes et les Croates, quoique de religion catholique, pourraient alors demander leur rattachement à la Serbie pour constituer la Yougoslavie. Enfin, Tchèques et Slovaques pourraient revendiquer l'indépendance pour constituer un état. Sans parler des Roumains de Transylvanie, pour lors intégrés dans le royaume de Hongrie lui-même inséré dans l'empire d'Autriche-Hongrie.

En effet, le gouvernement autrichien ne se sent pas assez solide pour accorder à ses peuples une autonomie comparable à celle accordée aux Hongrois en 1867. Cela transformerait radicalement la physionomie de l'empire autrichien en un état politiquement multinational.

## **C Sarajevo**



Dans cette situation, au printemps 1914, le pouvoir autrichien réagit très maladroitement. L'empereur d'Autriche est très âgé. François-Joseph est monté sur le trône en 1848 à l'âge de 18 ans. Son fils unique est mort à Marienbad, officiellement d'un accident de chasse. C'est donc un neveu, François-Ferdinand, qui doit lui succéder. Mais celui-ci a épousé morganatiquement une roturière qui, de ce fait, n'est pas reconnue par la noblesse autrichienne. De notoriété publique, l'empereur le méprise. C'est une situation délicate et lourde de faiblesse. Pour reprendre l'initiative et paraître fort, le gouvernement autrichien décide d'organiser des manœuvres militaires en juin 1914... en Bosnie-Herzégovine. Pour bien montrer que l'annexion récente est définitive, que la situation est sous



contrôle. C'est le futur empereur François-Ferdinand, accompagnée de son épouse, qui préside en personne et ce dans la capitale Sarajevo. Pour les serbes, c'est une provocation inadmissible. Vous connaissez la suite : nous arrivons aux causes immédiates.

## • LES CAUSES IMMEDIATES

### A. L'attentat de Sarajevo



L'archiduc François-Ferdinand et sa femme sont assassinés le 28 juin 1914. Le coupable est un serbe de Bosnie-Herzégovine, donc légalement, un sujet de l'empereur. Cependant, le pouvoir à Vienne réagit comme si l'assassin, nommé Princip, était ressortissant du royaume serbe. Ainsi, on rend le pouvoir Serbe co-responsable de l'attentat. On pense tenir l'occasion rêvée d'affaiblir le gouvernement serbe et éventuellement d'annexer le royaume.

Dans l'ultimatum remis aux autorités de Belgrade, Vienne insère deux articles inacceptables pour le gouvernement serbe.

*L'ultimatum austro-hongrois à la Serbie (23 juillet 1914)*

*« Le Gouvernement royal (serbe) s'engage...*

*1. A supprimer toute publication qui excite à la haine et au mépris de la Monarchie (austro-hongroise)...*

*3. A éliminer sans délai de l'instruction publique en Serbie... tout ce qui sert à fomenter la propagande contre l'Autriche-Hongrie.*

*4. A éloigner du service militaire et de l'administration tous les officiers et fonctionnaires coupables de la propagande contre la monarchie austro-hongroise. (...)*

*5. A accepter la collaboration en Serbie des organes du gouvernement impérial et royal dans la suppression du mouvement subversif dirigé contre l'intégrité territoriale de la Monarchie (austro-hongroise).*

**6. A ouvrir une enquête judiciaire contre les partisans du complot du 28 juin se trouvant sur territoire serbe. Des organes délégués par le gouvernement impérial et royal prendront part aux recherches y relatives. (...)**

*Le gouvernement impérial et royal attend la réponse du gouvernement royal au plus tard jusqu'au samedi 25 de ce mois à cinq heures du soir. »*

*in Documents diplomatiques français, 3<sup>e</sup> série. T. XI, 1936.*

C'est un piège. Si le gouvernement serbe accepte cet ultimatum (permettre à la police autrichienne d'enquêter sur son territoire), il devient automatiquement protectorat autrichien. S'il refuse, c'est la guerre serbo-autrichienne et la fin probable du royaume. Pour sortir du piège, le gouvernement serbe accepte tous les articles à l'exception des deux inacceptables. L'Autriche évidemment refuse et déclare la guerre le 02 juillet 1914, en espérant qu'elle reste locale et rapide.

## **B. Comment expliquer cette décision ?**

Pourquoi Vienne prend-t-elle ce risque puisque la Russie soutient la Serbie ? C'est que Vienne est vivement soutenue et même incitée par l'Allemagne à se saisir de ce prétexte. Les allemands et les autrichiens estiment la situation des rapports de force favorable. La triple alliance protège l'Autriche d'une attaque sur son flanc sud par les italiens.

Dans le même temps, la puissance russe est affaiblie. En effet, elle a, en la personne de Nicolas II, un empereur politiquement peu capable et faible. Moins de dix ans auparavant, son armée a subi une défaite inouïe contre le Japon (1904-1905). La même année, une révolution ratée bolchévique a quand même ébranlé le régime. Enfin, Raspoutine détruit le peu de prestige qu'il reste à l'empereur. De fait, ce moine se comporte comme un premier ministre sans en avoir le titre.

Rappelons pour finir que le président français est en visite officielle à Saint-Pétersbourg, donc absent de Paris pour plusieurs jours.

Une fois de plus, les gouvernements autrichiens et allemand espèrent qu'en faisant vite, il est possible d'écraser les serbes en quelques jours avant que russes et français ne prennent une décision.

- **La logique des alliances**



Bien qu'affaibli, le gouvernement russe réagit comme souvent en pareil cas : la fuite en avant pour ne pas paraître plus faible encore. Il assure donc les serbes de son soutien et commence à mobiliser. Le mécanisme infernal des alliances se met en route.

Ce sont maintenant les allemands qui dirigent la manœuvre puisque le conflit généralisé menace. Dans ce cas, l'armée allemande sera donc obligée de se battre sur deux fronts. Il faut impérativement appliquer le plan Von Schlieffen. Adopté au début du siècle, il prend en compte la lenteur de la mobilisation russe, comparée à la France.

On mettra, par conséquent, un rideau de troupe face aux russes en comptant sur le soutien des austro-hongrois. Le gros de l'armée allemande sera projetée à marche forcée sur le front français. Les allemands espèrent une victoire en moins de deux mois. Mais il faut aller très vite. L'armée française est massée dans l'est, face à l'Allemagne puisque la Belgique est neutre. C'est pourquoi, l'état-major allemand décide de violer cette neutralité en passant par la plaine belge. Ainsi, on espère encercler l'armée française dans l'est de la France. Pressé par le temps, ce sont les allemands et les autrichiens qui déclarent la guerre d'abord aux russes le 1<sup>er</sup> août puis à la France le 3 août 1914 (qui respecte l'alliance avec la Russie).

#### **Le 4 août POINCARÉ s'adresse aux deux chambres :**

*" Messieurs, la France vient d'être l'objet d'une agression brutale et préméditée qui est un insolent défi au droit des gens... Notre territoire a été violé. L'Empire d'Allemagne n'a fait hier soir que donner tardivement le nom véritable à un état de fait qu'il avait créé...*

*L'Allemagne... a outrageusement insulté la noble nation belge, notre voisine et notre amie, et elle a essayé de nous surprendre traîtreusement en pleine conversation diplomatique*

*Etroitement unie en un même sentiment, la nation persévéra dans le sang-froid dont elle a donné, depuis l'ouverture de la crise, l'exemple quotidien... Elle est fidèlement secondée par la Russie, son alliée ; elle est soutenue par la loyale amitié de l'Angleterre...*

*Dans la guerre qui s'engage, la France aura pour elle le droit... Elle sera héroïquement défendue par tous ses fils, dont rien ne brisera devant l'ennemi l'union sacrée et qui sont aujourd'hui fraternellement assemblés dans une même indignation contre l'agresseur et dans une même foi patriotique.*

*Haut les cœurs et vive la France! "*

*cité dans R. Poincaré, Comment fut déclarée la guerre de 1914, Éditions Flammarion, Paris, 1939.*

- **L'entrée en guerre de l'Angleterre**

**Diapo 20** La violation réfléchie de la neutralité belge heurte le sentiment et les intérêts anglais. En effet, l'Allemagne est avec l'Angleterre les co-garants de la neutralité belge. Par ailleurs, le gouvernement anglais a de bonnes raisons de craindre que la puissance allemande, en cas de victoire, garde un pouvoir sur les ports belges. C'est une menace que les Anglais ne peuvent envisager.

A leur tour, ils se résignent à déclarer la guerre à l'Allemagne et envoient un de leur corps expéditionnaire soutenir l'armée française. Nous sommes le 04 août 1914 et la guerre mondiale vient de commencer...

## **CONCLUSION**

En ce mois d'août 1914, l'Europe est donc en guerre et par voie de conséquences, le monde entier.

Paradoxalement, les grandes puissances européennes, maîtres du monde, ont choisi de s'affronter dans une lutte titanesque. Cette décision est prise, alors même que l'évolution des transports et donc de l'économie mondiale commence à mettre en cause cette hégémonie.

La montée en puissance du Japon et surtout des États-Unis en est une preuve irréfutable. Pourtant, les dirigeants européens et les masses médias ne voient pas cette évolution. Ils continuent de penser comme dans les siècles passés. Ils ne perçoivent pas encore que la révolution industrielle, fille de la révolution des transports et de l'énergie a déjà mis en place un monde interdépendant. Dans ce monde, la guerre générale est une catastrophe absolue.

Cependant, l'inertie intellectuelle est si forte que même le puissant courant socialiste internationaliste est impuissant à changer les mentalités.

Les principaux leaders socialistes allemands se rallient à la cause nationale tout comme leur homologues français. Seul Jean Jaurès s'oppose mais le paie de sa vie en juillet 1914. Chaque nation est donc partie à la bataille avec ses justifications devenues dogmes intangibles. Chacun va se battre jusqu'à la limite de ses forces. Comme si la victoire des uns pouvait refermer le gouffre commun ouvert par le conflit.

Il est vrai que mes grands-pères et mes grands-oncles comme les vôtres croyaient que le conflit serait de courte durée, compte tenu de la puissance de feu.

Nous savons qu'il n'en fut rien, du fait de l'abnégation du courage, de la fierté nationale de tous les combattants. Cette immense leçon de courage et de patriotisme, nous la saluons ce soir pour nos soldats mais aussi pour tous les combattants. Leur sacrifice, sous cet angle n'a pas été vain.

Exsangue, meurtrie, terrassée par le conflit, leur nation respective y puiseront la force de se relever et c'est pour cela que nous honorons en ce moment leur mémoire. Car c'est à partir de leur sacrifice que nous avons commencé à comprendre que le salut de chaque nation ne réside plus dans la guerre mais dans la coopération nationale.

